

b) l'Administration : l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région bruxelloise;

c) rejet direct l'introduction dans les eaux souterraines sans cheminement dans le sol ou le sous-sol;

d) rejet indirect l'introduction dans les eaux souterraines de substances cheminement dans le sol ou le sous-sol.

Art. 2. Les substances suivantes peuvent altérer les eaux souterraines, comme visées à l'article 2, alinéa 2, 2a et 3 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines :

1° a) composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu aquatique;

b) composés organophosphorés;

c) composés organostanniques;

d) substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci,

e) mercure et composés du mercure;

f) cadmium et composés cadmium;

g) huiles minérales et hydrocarbures;

h) cyanures,

2° a) metalloïdes et métaux suivantes, ainsi que leurs composés :

1 zinc

2 cuivre

3 nickel

4 chrome

5 plomb

6 sélénium

7 arsenic

8 antimoine

9 molybdène

10 titane

11 étain

12 baryum

13 béryllium

14 bore

15 uranium

16 vanadium

17 cobalt

18 thallium

19 tellure

20 argent

b) biocides et leurs dérivés ne figurant pas à l'article 2, 1°;

c) substances ayant un effet nuisible sur la saveur et/ou l'odeur des eaux souterraines, ainsi que les composés susceptibles de donner naissance à de telles substances dans les eaux et à rendre celles-ci impropres à la consommation humaine;

d) composés organosiliciés toxiques ou persistantes et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans les eaux, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans l'eau en substances inoffensives;

e) composés inorganiques de phosphore et phosphore élémentaire;

f) fluorures;

g) ammoniacale et nitrites.

Art. 3. Le présent arrêté ne s'applique pas :

a) aux rejets des effluents domestiques provenant des habitations isolées, non raccordées à un réseau d'égouts et situées en dehors des zones de protection de captages d'eau destinée à la consommation humaine;

b) aux rejets pour lesquels il est constaté par l'autorité compétente qu'ils contiennent des substances visées à l'article 2, 1° ou 2°, en quantité et en concentration suffisamment petites pour exclure tout risque présent ou futur de dégradation de la qualité des eaux souterraines réceptrices;

c) aux rejets de matières contenant des substances radioactives.

Art. 4. § 1^{er} Tout rejet direct de substances visées à l'article 2, 1° est interdit

Les actions d'élimination ou de dépôt en vue de l'élimination de ces substances, susceptibles de conduire à un rejet indirect sont soumises à une autorisation

b) de Administratie : de Administratie voor Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Brussels Gewest;

c) directe lozing : de inleiding van stoffen in het grondwater zonder doorsijpeling door bodem of ondergrond;

d) indirecte lozing : de inleiding van stoffen in het grondwater na doorsijpeling door bodem of ondergrond.

Art. 2. De volgende stoffen kunnen het grondwater bederven, zoals bedoeld in artikel 2, 2e lid, 2a et 3 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater :

1° a) organische halogeenvbindingen en stoffen waaruit in water dergelijke bindingen kunnen ontstaan;

b) organische forforbindingen;

c) organische tinbindingen;

d) stoffen die in of via het water een kankerverwekkende mutagene of teratogene werking hebben;

e) kwik en kwikbindingen;

f) cadmium en cadmiumbindingen;

g) minerale oliën en koolwaterstoffen;

h) cyaniden;

2° a) de volgende metalloïden en metalen alsmede bindingen daarvan :

1. zink

2. koper

3. nikkel

4. chroom

5. lood

6. seleen

7. arseen

8. antimoon

9. molybdeen

10. titaan

11. tin

12. barium

13. béryllium

14. boor

15. uranium

16. vanadium

17. kobalt

18. thallium

19. tellurium

20. zilver

b) biociden en derivaten daarvan, die niet in artikel 2, 1° genoemd zijn;

c) stoffen met een schadelijke werking op de smaak en/of de geur van het grondwater alsmede bindingen waaruit dergelijke stoffen in het water kunnen ontstaan en die het water ongeschikt voor menselijke consumptie kunnen maken;

d) organische siliciumbindingen die toxisch of persistent zijn en stoffen waaruit dergelijke bindingen in het water kunnen ontstaan, met uitzondering van die welke biologisch onschadelijk zijn of die in het water snel worden omgezet in onschadelijke stoffen;

e) anorganische fosforbindingen en elementair fosfor;

f) fluoriden;

g) ammoniak en nitrieten.

Art. 3. Dit besluit is niet van toepassing op :

a) lozingen van huishoudelijk afvalwater van alleenstaande woningen die niet zijn aangesloten op een collectief rioleringsstelsel en gelegen zijn buiten de gebieden die met het oog op de winning van water bestemd voor menselijke consumptie zijn beschermd;

b) lozingen ten aanzien waarvan door de bevoegde overheid wordt vastgesteld, dat zij stoffen bedoeld in artikel 2, 1° of 2°, in zulk een geringe hoeveelheid en concentratie bevatten, dat elk gevaar voor een verslechtering van de kwaliteit van het ontvangende grondwater nu of in de toekomst is uitgesloten;

c) lozingen van stoffen die radioactieve stoffen bevatten.

Art. 4. § 1. Elke directe lozing van stoffen bedoeld in artikel 2, 1° is verboden.

De handelingen waarbij deze stoffen worden verwijderd of gestort met het oog op de verwijdering en die een indirecte lozing tot gevolg kunnen hebben zijn onderworpen aan een vergunning.

Au vu des résultats d'une enquête préalable les actions sont interdites ou une autorisation est délivrée à condition que toutes les précautions techniques nécessaires pour empêcher ce rejet soient respectées.

§ 2. Toutefois, si une enquête préalable révèle que les eaux souterraines dans lesquelles le rejet de substances visées à l'article 2, 1^o est envisagé, sont de façon constante impropres à tout autre usage, notamment aux usages domestiques ou agricoles, le Ministre peut autoriser le rejet de ces substances, à condition que la présence de ces substances n'entrave pas l'exploitation des ressources du soi.

Ces autorisations ne peuvent être délivrées que si toutes les précautions techniques ont été respectées lorsque ces substances ne puissent pas atteindre d'autres systèmes aquatiques ou nuire à d'autres écosystèmes.

§ 3. Le Ministre, après enquête préalable, peut autoriser les rejets dus à la réinjection, dans la même nappe, des eaux à usage géothermique, des eaux d'exhaure des mines et des carrières ou des eaux pompées lors de certains travaux de génie civil.

Art. 5. Tout rejet direct de substances visées à l'article 2, 2^o ainsi que les actions d'élimination ou de dépôt en vue de l'élimination de ces substances susceptibles de conduire à un rejet indirect sont soumis à une autorisation.

Au vu des résultats d'une enquête préalable, le Ministre peut délivrer une autorisation à condition que toutes les précautions techniques permettant d'éviter la pollution des eaux souterraines par ces substances soient respectées.

Art. 6. Par dérogation aux articles 4 et 5, les recharges artificielles des eaux souterraines pour la gestion publique de ces eaux sont soumises à une autorisation particulière. Une telle autorisation n'est délivrée qu'à condition qu'il n'y ait pas de risque de pollution des eaux souterraines.

Art. 7. Les enquêtes préalables visées aux articles 4 et 5 doivent comporter une étude des conditions hydrogéologiques de la zone concernée, de l'éventuel pouvoir épurateur du sol et du sous-sol, des risques de pollution et d'altération de la qualité des eaux souterraines par le rejet et établir si, du point de vue de l'environnement, le rejet dans ces eaux constitue une solution adéquate.

Art. 8. Les autorisations visées aux articles 4, 5 et 6 ne peuvent être délivrées par le Ministre qu'après vérification que la surveillance des eaux souterraines, et notamment de leur qualité, est assurée.

Art. 9. Lorsqu'un rejet direct est autorisé conformément à l'article 4, §§ 2 et 3 ou à l'article 5, ou lorsqu'une action d'élimination d'eaux usées qui conduit inévitablement à un rejet indirect est autorisée conformément à l'article 5, l'autorisation doit fixer notamment :

- le lieu de rejet;
- la technique de rejet;
- les précautions indispensables compte tenu, en particulier, de la nature et de la concentration des substances présentes dans les effluents, des caractéristiques du milieu récepteur, ainsi que de la proximité des captages d'eau, en particulier d'eau potable, thermique et minérale;
- la quantité maximale admissible d'une substance dans les effluents pendant une ou plusieurs périodes déterminées et les conditions appropriées relatives à la concentration de ces substances;
- les dispositifs permettant le contrôle des effluents évacués dans les eaux souterraines;
- si nécessaire, les mesures permettant la surveillance des eaux souterraines, et notamment de leur qualité.

Art. 10. Lorsqu'une action d'élimination ou de dépôt en vue de l'élimination, susceptible de conduire à un rejet indirect, est autorisée conformément aux articles 4 et 5, l'autorisation doit fixer notamment :

- le lieu où se situe cette action,
- les méthodes d'élimination ou de dépôt utilisées;
- les précautions indispensables compte tenu, en particulier, de la nature et de la concentration des substances présentes dans les matières à éliminer ou à mettre en dépôt, des caractéristiques du milieu récepteur, ainsi que de la proximité des captages d'eau, en particulier d'eau potable, thermique et minérale;

Aan de hand van de resultaten van een voorafgaand onderzoek worden de handelingen verboden of wordt een vergunning verleend mits alle technische voorzorgsmaatregelen die nodig zijn om die lozing te verhinderen, in acht worden genomen.

§ 2. Als uit een voorafgaand onderzoek evenwel blijkt dat het grondwater waarin de lozing van stoffen bedoeld in artikel 2 1^o wordt overwogen, blijvend ongeschikt is voor enig ander gebruik met name voor gebruik in de huishouding of in de landbouw, mag de Minister het lozen van deze stoffen toestaan, op voorwaarde dat de aanwezigheid van deze stoffen het benutten van bodemschatten niet hindert.

Deze vergunningen mogen slechts worden afgegeven indien alle technische voorzorgsmaatregelen zijn getroffen opdat deze stoffen geen andere aquatische systemen kunnen bereiken of schade kunnen veroorzaken aan andere ecosystemen.

§ 3. De Minister mag na een voorafgaand onderzoek vergunning verlenen voor lozingen waarbij water dat voor geothermische doeleinden is gebruikt of voor het drooghouden van mijnen en steengroeven dan wel tijdens weg- en waterbouwkundige werken is opgepompt, naar dezelfde laag wordt teruggevoerd.

Art. 5. Elke directe lozing van stoffen bedoeld in artikel 2, 2^o alsmede de handelingen waarbij deze stoffen worden verwijderd of met het oog op de verwijdering ervan worden gestort, en die een indirecte lozing tot gevolg kunnen hebben, zijn onderworpen aan een vergunning.

Aan de hand van de resultaten van een voorafgaand onderzoek mag de Minister een vergunning verlenen, mits alle vereiste technische voorzorgsmaatregelen ter voorkoming van verontreiniging van het grondwater door die stoffen in acht worden genomen.

Art. 6. In afwijking van de artikels 4 en 5 is het kunstmatige aanvullen van het grondwater onderworpen aan een bijzondere vergunning. Een dergelijke vergunning wordt slechts verleend indien er geen gevaar is voor verontreiniging van het grondwater.

Art. 7. Het in de artikels 4 en 5 bedoelde voorafgaande onderzoek moet een studie omvatten van de hydrogeologische omstandigheden in het betrokken gebied, van het eventuele zuiveringsvermogen van bodem en ondergrond en van de gevaren van verontreiniging en van verandering van de grondwaterkwaliteit door de lozing en moet erop gericht zijn vast te stellen of lozing in het grondwater vanuit het oogpunt van het milieu een adequate oplossing vormt.

Art. 8. De in de artikels 4, 5 en 6 bedoelde vergunningen worden door de Minister slechts verleend wanneer hij zich ervan heeft vergewist dat het grondwater, en met name de kwaliteit ervan, onder controle staat.

Art. 9. Wanneer een directe lozing overeenkomstig artikel 4, §§ 2 en 3, of artikel 5, wordt toegestaan, of wanneer een lozing van afval water die onvermijdelijk een indirecte lozing tot gevolg heeft, overeenkomstig artikel 5 wordt toegestaan, wordt in de vergunning met name het volgende bepaald :

- de plaats van de lozing;
- de lozingsmethode;
- de vereiste voorzorgsmaatregelen, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met de aard en de concentratie van de in de te lozen materie aanwezige stoffen en met de kenmerken van het ontvangende milieu, alsmede met de nabijheid van waterwingebieden, vooral voor drink-, thermaal- en mineraalwater;
- de maximaal toelaatbare hoeveelheid van een bepaalde stof in de te lozen materie gedurende één of meer vastgestelde periodes en passende voorwaarden voor de concentratie van deze stof
- voorzieningen die de controle mogelijk maken op de materie die in het grondwater wordt geloosd;
- indien nodig, maatregelen waarmee het grondwater, en met name de kwaliteit ervan, kan worden gecontroleerd

Art. 10. Wanneer een handeling waarbij stoffen worden verwijderd of met het oog op de verwijdering ervan worden gestort en die een indirecte lozing tot gevolg kan hebben, overeenkomstig artikels 4 en 5 wordt toegestaan, wordt in de vergunning met name het volgende bepaald

- de plaats waar die handeling wordt verricht,
- de voor het verwijderen of storten gebruikte methoden
- de vereiste voorzorgsmaatregelen, waarbij in het bijzonder de rekening wordt gehouden met de aard en de concentratie van de in de te verwijderen of te storten materie aanwezige stoffen en met de kenmerken van het ontvangende milieu, alsmede met de nabijheid van waterwingebieden, vooral voor drink-, thermaal- en mineraalwater;

- la quantité maximale admissible pendant une ou plusieurs périodes déterminées des matières contenant des substances relevant de l'article 2, 1^o ou 2^o et, si possible, de ces substances elles-mêmes, à éliminer ou à mettre en dépôt, ainsi que les conditions appropriées relatives à la concentration de ces substances;
- dans les cas visés à l'article 4, alinéa 1, et à l'article 5, alinéa 1, les précautions techniques à mettre en œuvre pour empêcher tout rejet de substances relevant de l'article 2, 1^o dans les eaux souterraines et éviter toute pollution de ces eaux par les substances relevant de l'article 2, 2^o;
- si nécessaire, les mesures permettant la surveillance des eaux souterraines, et notamment de leur qualité.

Art. 11. Les autorisations visées aux articles 4 et 5 ne peuvent être accordées que pour au maximum dix ans; elles sont réexaminées au moins tous les quatre ans. Elles peuvent être prorogées, modifiées ou révoquées.

Art. 12. § 1^{er} Si le demandeur d'une autorisation au sens de l'article 4 ou 5 déclare qu'il n'est pas en mesure de respecter les conditions qui lui seraient imposées ou si le Ministre constate cette impossibilité, l'autorisation est refusée.

§ 2 Si les conditions imposées dans une autorisation ne sont pas respectées, le Ministre prend les mesures utiles pour faire en sorte que ces conditions soient remplies; si nécessaire, il révoque l'autorisation.

Art. 13. L'Administration contrôle le respect des conditions imposées par les autorisations ainsi que les incidences des rejets sur les eaux souterraines.

Art. 14. Les demandes d'une autorisation visée au présent arrêté pour les rejets existants lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent être introduites auprès du Ministre dans les deux mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les rejets doivent être arrêtés dès la notification du refus d'une autorisation.

Art. 15. L'Administration tient un inventaire des autorisations visées au présent arrêté.

Art. 16. Le Ministre décide sur les demandes d'une autorisation visée au présent arrêté dans un délai de nonante jours après la réception de la demande.

Art. 17. Dans le cas de rejets dans les eaux souterraines le Ministre qui envisage d'autoriser ces rejets informe l'autorité concernée de la Région voisine. A la demande de l'autorité concernée des consultations ont lieu avant la délivrance d'une autorisation.

Art. 18. L'application du présent arrêté ne peut en aucun cas avoir par effet de provoquer directement ou indirectement la pollution des eaux souterraines.

Art. 19. Les fonctionnaires de l'Administration sont compétents pour rechercher et constater les infractions du présent arrêté.

Art. 20. Tout échantillonnage en vue de rechercher ou de constater une infraction au présent arrêté doit consister en deux parties identiques dont les récipients sont scellés sur place après échantillonnage. Le procès-verbal et ses annexes sont libellés selon le modèle annexé au présent arrêté. Une copie de ces documents est envoyée à l'auteur présumé de la pollution dans les cinq jours qui suivent la date de l'échantillonnage.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 22. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi

Le Ministre de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J. VALKENIERS

— de maximaal gedurende één of meer vastgestelde perioden toelaatbare hoeveelheid van de materie die stoffen van artikel 2, 1^o of 2^o bevat en, indien mogelijk, de maximaal toelaatbare hoeveelheid van deze stoffen zelf, die mogen worden verwijderd of gestort, alsmede passende voorwaarden voor de concentratie van deze stoffen;

— in de in artikel 4, lid 1, en artikel 5, lid 1, bedoelde gevallen, de technische voorzorgsmaatregelen die moeten worden getroffen om elke lozing van stoffen van artikel 2, 1^o in grondwater te verhinderen of elke verontreiniging van dit water door stoffen van artikel 2, 2^o te voorkomen;

— indien nodig, maatregelen waarmee het grondwater, en met name de kwaliteit ervan, kan worden gecontroleerd.

Art. 11. De in de artikelen 4 en 5 bedoelde vergunningen worden verleend voor ten hoogste tien jaar. Zij worden ten minste om de vier jaar aan een onderzoek onderworpen. Zij kunnen worden verlengd, gewijzigd of ingetrokken.

Art. 12. § 1. Indien de aanvrager van een vergunning in de zin van artikel 4 of 5 verklaart dat hij de hem op te leggen voorwaarden niet zal kunnen naleven of indien zulks door de Minister wordt vastgesteld, wordt de vergunning geweigerd.

§ 2. Indien de in een vergunning vastgestelde voorwaarden niet worden nageleefd, treft de Minister alle ter zake dienende maatregelen om ervoor te zorgen dat aan de voorwaarden wordt voldaan; indien nodig trekt hij de vergunning in.

Art. 13. De Administratie controleert de naleving van de in de vergunningen vastgestelde voorwaarden en gaat de gevolgen van de lozingen voor het grondwater na.

Art. 14. De aanvragen om een vergunning bedoeld in dit besluit voor de lozingen die reeds plaatsvinden op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit besluit dienen te worden ingediend bij de Minister binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit. Deze lozingen moeten worden gestopt bij kennisgeving van de weigering van een vergunning.

Art. 15. De Administratie houdt een inventaris bij van de in dit besluit bedoelde vergunningen.

Art. 16. De Minister beslist over de aanvragen om een vergunning bedoeld in dit besluit binnen een termijn van negentig dagen na ontvangst van de aanvraag.

Art. 17. In geval van lozing in grondwater overschrijdt, brengt de Minister die overweegt een dergelijke lozing toe te staan, vóór de afgifte, de betrokken overheid van het naburig Gewest op de hoogte. Op verzoek van de betrokken overheid vindt vóór de afgifte van een vergunning overleg plaats.

Art. 18. Toepassing van dit besluit mag in geen geval leiden tot directe of indirecte verontreiniging van het grondwater.

Art. 19. De ambtenaren van de Administratie zijn gemachtigd om de overtredingen van dit besluit op te sporen en vast te stellen.

Art. 20. Elke monsterneming met het oog op het opsporen of vaststellen van een overtreding van dit besluit dient zodanig te geschieden dat er twee identieke monsters worden genomen, waarvan de recipiënten na de monsterneming ter plaatse worden verzegeld. Het proces-verbaal en de bijlagen ervan worden opge maakt overeenkomstig het model dat bij dit besluit is gevoegd. Een afschrift van die documenten wordt aan de vermoedelijke vervuiler toegestuurd binnen vijf dagen na de datum van de monsterneming.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 22. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,
Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,
J. VALKENIERS

Annexe à l'arrêté du 19 juin 1989

Modèle du procès-verbal relatif au prélèvement d'échantillons

PROCES-VERBAL

Le du mois de de l'année mil neuf cent
, à heures, je, soussigné
, (qualité) me
 suis rendu à (province, commune) pour
 constater une éventuelle pollution des eaux souterraines à
 (adresse com-
 plète).

M..... (au besoin, la qualité)

a assisté aux opérations à titre de témoin.

A. Echantillonnage.

I. Des eaux souterraines.

J'ai prélevé à heures échantillon(s) des
 eaux souterraines, chacun de litre(s).

Le point d'échantillonnage est situé à

(au besoin, joindre un plan).

II. Du sol.

J'ai prélevé à heures échantillon(s) du
 sol.

Le point d'échantillonnage est situé à

(au besoin, joindre un plan).

III. D'une substance présumée polluante.

J'ai prélevé à heures échantillon(s) de la
 substance identifiée comme

d'une substance non encore identifiée (1).

Il s'agit d'une substance solide/liquide/gazeuse (1).

Le point d'échantillonnage est situé à

(au besoin, joindre un plan).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 juin 1989.

IV. J'ai effectué sur place les opérations suivantes

.....

V. Les récipients ont été fermés et scellés sur place

VI. Par la suite j'ai complété l'adresse ci-jointe que M
 a contresignée.

VII. J'ai envoyé/remis (1) les échantillons au laboratoire (nom
 et adresse)

le à heures en y ajoutant une copie
 de l'annexe du procès-verbal.

VIII. Observations éventuelles :

IX. Après le prélèvement des échantillons, j'ai immédiatement
 informé M.

qui est :

- a) le contrevenant présumé (1);
- b) le représentant du contrevenant présumé,

que la partie des échantillons destinée à une éventuelle contre-
 analyse, sera mise à sa disposition à partir du jusqu'au
 à l'adresse suivante :

B. En outre, j'ai constaté sur les lieux les faits suivants

(au besoin, joindre un plan de situation).

C. En foi de quoi, j'ai dressé le présent procès-verbal pour
 servir à suffisance de droit.

(1) Biffer la mention inutile.

Signature de l'agent ou de la personne
 qui a prélevé les échantillons
 ainsi que des témoins éventuels

Par le Roi

Le Ministre de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J. VALKENIERS

Bijlage aan het besluit van 19 juni 1989

Model van het proces-verbaal van de monsterneming

PROCES-VERBAAL

Op . van de maand van het jaar
negentienhonderd te uur
heb ik, ondergetekende
(hoedanigheid)
mij naar (provincie, gemeente)
begeven om een mogelijke grondwaterverontreiniging te

De heer
(eventueel hoedanigheid)
. heeft de verrichtingen als getuige bijgewoond.

A. Monsterneming.

I Van het grondwater.

Ik hem om uur monster(s) van het grondwater
genomen, van liter elk.

Het monsternamepunt is gesitueerd te

(eventueel schets).

II. Van de bodem.

Ik hem om uur monster(s) genomen van de
bodem.

Het monsternamepunt is gesitueerd te

(eventueel schets).

III Van een mogelijk verontreinigde stof.

Ik hem om uur monster(s) genomen van de
stof, geïdentificeerd als

van een nog niet geïdentificeerde stof (1).

De stof bevond zich in vaste/vloeibare/gasvormige (1) toestand.

Het monsternamepunt is gesitueerd te à

(eventueel schets).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 juni 1989.

Van Koningswege :

De Minister van het Brusselse Gewest,

Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris van het Brusselse Gewest,

J. VALKENIERS

IV. Ik heb de volgende verrichtingen ter plaatse uitgevoerd

V. De recipiënten werden ter plaatse gesloten en verzegeld.

VI. Vervolgens heb ik de hierbijgaande bijlage ingevuld die
de heer mede ondertekend heeft.

VII. Ik heb de monsters op om uur, naar het
laboratorium (naam en adres)
gestuurd/overhandigd (1) en er een afschrift bijgevoegd van de
bijlage van het proces-verbaal.

VIII. Eventuele opmerkingen :

IX. Ik heb onmiddellijk na de monsterneming de heer

a) die de vermoedelijke overtreder is (1);

b) die de vertegenwoordiger van de vermoedelijke overtreder is,
laten weten dat het gedeelte van de monsters dat voor een eventuele

contra-analyse bestemd is, vanaf tot uur ter
zijner beschikking zal gehouden worden op het volgend adres :

B. Ik heb tevens het volgende ter plaatse vastgesteld :

(eventueel situatieschets).

C. Tot staving waarvan ik onderhavig proces-verbaal heb
opgesteld

om naar recht te dienen.

(1) Schrappen wat niet past.

Handtekening van de ambtenaar
of van de persoon die de monsters heeft genomen
en van de eventuele getuige(n)